

Le 26/07/2018

## lettre ouverte

A chaque Esprit humain, A chaque Responsable et surtout à  
chaque "père",

Je m'appelle MAHOVI HICHEM, je suis un Francophone d'origine  
Tunisienne, père d'une petite fille de six ans handicapée.

Je vous adresse ma lettre et ce n'est qu'un moyen d'expression  
des sentiments d'un père perdu depuis une longue période qui  
se bat pour créer un lien père-fille et qui se bat pour prendre  
sa place en tant que père et responsable.

Depuis 2012, après une séparation douloureuse, j'ai fait la  
promesse à ma fille que je ne la lâcherai jamais quelque  
soit, « A la vie ... A la mort ».

J'ai commencé à chercher du Travail malgré ma "situation irrégulière"  
malgré "l'obstacle préfectoral", ensuite j'ai fini mes formations  
professionnelles comme cuisinier / pizzaiolo. j'ai obtenu des diplômes  
et j'ai fait des stages, j'ai fini par signer différents contrats de  
Travail en règle, je paye mes impôts comme chaque citoyen, enfin  
l'heure de rencontre avec ma fille se rapprochait.

En 2015, j'ai déposé une requête au juge aux affaires familiales  
j'ai prouvé mon attention et mon attachement pour ma fille  
j'ai prouvé que je suis "un papa" et pas seulement un "géniteur".  
En 2016, le juge François m'a donné un droit pour ma fille dans  
un espace familial, le dernier atteste que j'assume mon rôle de  
père malgré toujours ma "situation irrégulière".

En 2017, j'ai été victime d'un patron escroc qui ne m'a pas déclaré  
et qui ne m'a pas payé ainsi mes collègues, une procédure aux  
prud'hommes est en cours, j'ai eu un accident de travail qui m'a  
entraîné une hospitalisation, ca a bouleversé ma vie parce que je compte  
beaucoup sur le travail pour subvenir à mes dépenses ainsi au  
bien être de ma fille handicapée, le qui est le plus important et  
essentiel pour un "PAPA".

C'était une défaite pour moi, sans revenu, j'ai été expulsé de  
mon logement d'une façon inhumaine, par la suite j'ai reçu  
une obligation de quitter le Territoire Français Expédié par la  
préfecture!

Depuis le 12 juin 2018 je me trouve au centre de rétention  
administrative de Rennes menacé d'expulsion à tout moment  
vers la Tunisie sans ma fille !?

Depuis le 15 juin 2018, j'ai commencé une grève de la faim  
suivi par le docteur du centre de rétention administrative pour  
dénoncer cette situation et l'injustice de la préfecture.  
Merci à vous, Vive la Bretagne, vive la France!

MAROUÏ HICHEM,  
Centre de Rétention Administrative  
Rennes.

